Des instits manifestent pour la semaine de 4 jours

Des instituteurs et institutrices d'écoles de Brest, du Relecq-Kerhuon, de Kerlouan-Guissény, et des Atsem, se sont réunis devant l'inspection académique, rue Yves-Collet.

Ouest-France

Hier, une cinquantaine d'instituteurs et d'Atsem ont manifesté. Ils demandent la fin de la semaine de quatre jours et demi dans les quelques écoles publiques du Finistère qui l'appliquent encore.

La mobilisation

« On veut la semaine de quatre jours,à Brest, comme ailleurs dans le département, et partout en France ! » Hier midi, rue Yves-Collet, devant l'Inspection académique, une cinquantaine d'instituteurs et institutrices, ainsi que des Atsem (agentes en maternelle) se sont mobilisés. Ils réclament la suppression de la semaine de quatre jours et demi dans les écoles publiques des quelques communes du département qui l'appliquent encore. Comme Brest, Le Relecq-Kerhuon, Kerlouan et Clohars-Fouesnant. Céline Chopin, secrétaire du SNUDI FO 29, l'assure : **« Le rythme des 4,5 jours est épuisant. »** Or,**« 96 % des communes sont revenues à la semaine de quatre jours ».**

À l'origine de leur action, la fin des aides péri-éducatives de l'État aux communes restées à la semaine de 4 jours et demi, annoncée pour la rentrée 2025. L'occasion de revendiquer le retour à une harmonisation des rythmes scolaires au niveau national. **« Ce n'est pas aux communes de décider des rythmes scolaires et des conditions de travail des enseignants et AESH, personnels employés par l'État. »**

Les instits se disent **« fatiguées »** de ce rythme, avec cinq matinées travaillées, sans coupure le mercredi pour souffler. Katia, une Atsem, évoque aussi le coût du transport pour se déplacer chaque mercredi, pour **« seulement trois heures de travail »**. Les enfants aussi souffriraient. **« Le jeudi, c'est la pire journée. Ils sont énervés ! »** assure une institutrice de Jean-Moulin, au Relecq-Kehuon.

Ce rythme favoriserait l'enseignement privé, qui n'a pas appliqué la réforme. Emmanuelle, directrice à Jacques-Prévert, évoque des **« parents qui ont décidé d'inscrire leur enfant à l'école privée en raison de la semaine de quatre jours »**. À Kerlouan, seul établissement de sa circonscription à fonctionner en 4,5 jours, les institutrices regrettent un décalage par rapport aux autres écoles, notamment pour leurs formations.

Des Tap depuis 2013

En plus des cinq matinées, l'autre mesure phare, ce sont les Tap (temps d'activité périscolaire). A Brest, cette activité gratuite, culturelle ou sportive, est suivie par 80 % des élèves. Mais il serait « **difficile de recruter des animateurs »**...

Plusieurs mouvements ont déjà eu lieu en faveur d'un retour aux quatre jours. En vain. Depuis leur mise en place en 2013, la municipalité socialiste a fait des 4,5 jours, un axe fort de sa politique éducative. Pour Emilie Kuchel, adjointe à l'éducation, **« les rythmes scolaires ne font même plus débat »** ! **« Ils sont englobés dans la gestion du temps périscolaire que la Ville développe pour les enfants, et notamment les plus fragiles. ».** À savoir : garderies, goûters et repas, animations à la pause méridienne et Tap avec des animateurs diplô-

més (42 personnes titularisées il y a trois ans).

En 2019, le coût total des Tap s'élevait à environ 2 millions d'euros. Déduction faite des 600 000 € de subventions de l'État et des 600 000 € de la CAF, la facture finale était d'un million d'euros pour la ville.

La concurrence des écoles privées ? **« Si des parents choisissent parfois le privé, c'est plutôt en raison des grèves. Ce n'est pas la semaine de 4,5 jours** », assure Emilie Kuchel.

Que fera la Ville quand l'aide de l'État sera supprimée ? **« La question se posera alors… Le vrai sujet actuellement, c'est la diminution des fonds de l'État à l'Éducation, d'un montant de 700 millions d'euros ! »**

Laurence GUILMO.